SOURCES PRIMORDIALES EN BIBLIOGRAPHIE

Il faut entendre ce mot "primordiales" dans son sens étymologique (*primus ordo*, premier ordre) quoique l'acception habituelle qui en fait un synonyme d'"importantes" soit aussi valable. Je définirai comme "sources primordiales" les registres de travail d'un maître imprimeur. A tout bien considérer, une notice bibliographique n'est-elle pas comme l'acte de naissance d'un livre, son état-civil, et c'est l'imprimeur qui, en fabriquant ce livre, lui a donné les caractéristiques que décrit la notice. Les renseignements que peuvent fournir les registres d'une imprimerie sont extrêmement importants; je n'en veux d'autre exemple que la mine de détails intéressants que Marie Tremaine a trouvée dans les papiers de l'imprimeur Neilson pour préparer sa Bibliography of Canadian Imprints, 1751-1800. Très ordonnés, Neilson et ses successeurs immédiats notaient non seulement les titres des travaux qu'ils faisaient, mais encore le nombre d'exemplaires qu'ils imprimaient, le papier dont ils se servaient et parfois même les caractères employés; à cela ils ajoutaient le prix. Parfois il leur arrivait de consigner dans leurs registres des projets pour lesquels ils avaient établi un devis; c'est ainsi que Marie Tremaine a pu relever une vingtaine de titres et même donner une description physique de volumes qui n'ont sans doute jamais été imprimés.

L'utilité d'une documentation de cette nature m'apparut tout particulièrement alors que j'essayais d'identifier l'auteur d'un volume publié en 1898, à Toronto, par The Hunter Rose Company Ltd., firme qui existe encore. Cet ouvrage, intitulé An Easter Lily and Other Stories, était signé du pseudonyme Nil Desperandum; la Bibliothèque nationale a hérité, de la Bibliothèque du Parlement, ce qui me semble un fragment de l'ouvrage, car il ne comprend que trente pages et n'a pas l'air complet. Qui était Nil Desperandum? Toutes les sources consultées sont muettes à ce sujet. Il y a bien dans le Catalogue du British Museum un auteur qui a signé de ce pseudonyme, mais An Easter Lily... ne figure pas parmi ses oeuvres. Combien de pages le volume complet avait-il? Pour essayer de résoudre ces énigmes, je me suis adressé à Hunter, Rose même; malheureusement, ils ne possèdent pas le détail des travaux exécutés.

En Europe, sans parler des dynasties d'imprimeurs, les Estienne, les Plantin, les Elzévier, quelques maisons d'édition, vieilles parfois de plusieurs siècles (la librairie Plon fait remonter sa fondation à 1583, Berger-Levrault, à 1675) peuvent rappeler le souvenir de certaines étapes ou de grands

sommets dans leur production, mais la multitude des ouvrages qu'elles ont publiés rend impossible la compilation d'un catalogue rétrospectif complet.

Au Canada, où rares sont les maisons d'édition centenaires, il serait moins difficile de préparer une telle liste. Stewart Wallace l'a fait pour la maison Ryerson, sous le titre The Ryerson Imprint. Je sais qu'il se prépare une liste analogue pour les Editions Fides dont on vient de célébrer le quart de siècle. Ces listes sont fort utiles pour les recherches en bibliographie, car elles complètent les catalogues courants qui, naturellement, ne sauraient contenir les ouvrages épuisés.

On en jugera par les quelques pages du Catalogue de livres, brochures, journaux, etc., sortis de l'Imprimerie générale ... depuis sa fondation, le 1er décembre 1842, que nous reproduisons en fac-similé. Ce catalogue a paru en 1896 et il faut bien reconnaître qu'il n'est pas complet; en effet, nous avons trouvé un bon nombre de volumes imprimés par Augustin Côté et Cie, qui n'apparaissent pas dans cette liste. Telle qu'elle est, cependant, elle rend de grands services à ceux qui font des études sur la bibliographie canadienne de la seconde moitié du dix-neuvième siècle. Le premier article du catalogue, le Journal de Québec, laisse supposer que c'est la publication de ce journal qui décida de la fondation de l'imprimerie; en homme qui aime son métier, Côté ajoute: "Et la presse primitive en usage depuis 1764 jusqu'à vers 1834, pour la doyenne des journaux canadiens (la Gazette de Québec) servit au tirage du nouveau venu." Six ans plus tard, Côté imprime un autre journal, en langue anglaise celui-là, The Quebec Spectator, qui devait paraître trois fois par semaine. Il dura à peine six mois. Augustin Côté figurait parmi les actionnaires. Côté n'était pas un quelconque imprimeur. Son catalogue en témoigne; on y lit de petites notices et critiques littéraires fort bien rédigées, comme celle qui accompagne l'inscription des Conférences de Notre-Dame, par l'abbé Jean Holmes (page 3):

"L'auteur savait mettre en pratique
le précepte:
Hâtez-vous lentement ...
Ajoutez quelquefois et souvent
effacez!
A tel point que, tous les remaniements
faits, bien souvent
le texte se retrouvait à la marge des
épreuves ..."

La notice que l'on trouve à l'annonce de
l'édition canadienne des Relations des Jésuites (p.7)

fait l'historique de cette réédition. Il s'agissait de ce qu'en termes d'imprimerie on appelle un "labeur", puisqu'il devait comprendre trois gros volumes de 750 pages environ chacun.

"Le projet rencontra bien des approbations; mais quatre années s'écoulèrent sans avoir pu trouver un nombre de souscripteurs suffisant pour couvrir les frais d'impression. Et il eût été abandonné probablement si, après des instances persévérantes auprès de lui, l'honorable George-E. Cartier, secrétaire provincial, n'eût enfin promis qu'un secours de l'Exécutif serait accordé pour la réimpression des Relations à 1000 exemplaires."

A part des grands ouvrages, Côté publiait en français, en anglais ou en langues amérindiennes, des livres scolaires, des livres de piété, des almanachs et les Annuaire de l'Université Laval. Comme imprimeur de la reine, il imprimait la Gazette officielle de Québec, les lois provinciales, les rapports des divers ministères et le Journal de l'Assemblée législative, mais cela aussi fut soumis aux vicissitudes de la politique. Augustin Côté dut ressentir vivement la disparition du Journal de Québec et l'annonce de sa suspension, après quarante-sept années de publication, est suivie d'une notice nostalgique qu'il vaut la peine de citer en entier:

"Le Journal est suspendu depuis six ans. Mais il vit encore dans la mémoire d'un grand nombre, ainsi que le témoignent des lettres des points éloignés de la Puissance, de Londres, de Paris et de certains départements de la France, d'Allemagne, de Suisse, de Belgique et même de Sophia en Bulgarie.

"Si la Minerve, forcée de s'effacer naguère par suite des événements de 1837-38, put reprendre sa publication environ dix années après, il ne serait donc pas impossible qu'il en fût de même pour le Journal de Québec.

"Tout le matériel, nécessaire à sa publication, est là, qui dort dans l'immobilité, et il ne faudrait qu'une main ferme pour lui redonner la vie."

D'après Côté, ce journal eut, dès 1864, une édition quotidienne en plus de son édition semi-hebdomadaire et aurait été "le premier journal français quotidien au Canada; sauf quelques rares essais qui n'eurent pas suite". Dionne fait débiter cette édition quotidienne en mai 1885 (erreur typographique évidemment, car Philéas Gagnon et Horace Têtu sont

d'accord pour dire "1865") et complète sa note en disant: "Le Journal est mort le 1er octobre 1889, après une existence fort mouvementée, surtout au temps de M. Joseph Cauchon", rédacteur en chef du Journal jusqu'en 1870.

Je viens de nommer Philéas Gagnon; rappelons que c'est Augustin Côté qui a publié le premier volume de l'Essai de bibliographie canadienne, ouvrage de 726 pages, vade-mecum de tout bibliographe intéressé aux Canadiana. On verra à la dernière ligne du catalogue, sous le même titre, un imprimé de seize pages; il s'agit d'extraits d'appréciations réunis pour favoriser la vente de l'ouvrage.

Le catalogue contient un autre titre susceptible d'intéresser les bibliophiles: le Catalogue d'une bibliothèque canadienne, 2000 volumes collectionnés par feu M. Oscar Dunn.

Enfin je ne voudrais pas manquer de signaler l'énorme travail que représente la publication de la Collection de manuscrits, contenant lettres, mémoires et autres documents historiques relatifs à la Nouvelle-France. Recueillis aux Archives de la province de Québec, ou copiés à l'étranger; puis mis en ordre et édités sous les auspices de la Législature de Québec. Quatre gros vol. in-8 avec tables, etc.

Augustin Côté est mort en 1904, âgé de 86 ans. Il est vraiment dommage que l'on connaisse peu de choses sur cet homme qui, pendant plus de cinquante ans a joué un rôle si important dans l'histoire culturelle de notre pays. Le catalogue qu'il a publié en 1896 - il avait alors 78 ans - constitue le meilleur témoignage de l'activité qu'il a déployée. Je répète que cette liste n'est pas complète puisque nous avons vu des livres portant sa marque et qui n'y figurent pas, mais que de services elle a rendus, ne serait-ce qu'en identifiant l'auteur de certains ouvrages anonymes! Les imprimeurs sont certainement les mieux placés pour donner des renseignements de ce genre; ils connaissent les auteurs qui se cachent sous un pseudonyme ou sous l'anonymat. Ils peuvent, lorsque les lois élémentaires de la discrétion ne les retiennent plus, établir la vérité sur l'identité de l'auteur, la date ou l'endroit de publication que certains se plaisent parfois à camoufler. Je pense en particulier à cet ouvrage intitulé Lettres d'un habitant de Louisbourg, qui porte la marque "A Québec, chez Guillaume le Sincère, à l'image de la vérité, 1745". Ce qui est évidemment faux. Aujourd'hui, à moins de complicités flagrantes ou d'une clandestinité étonnamment réussie, il serait possible de savoir si cet ouvrage a été imprimé en France, en

Hollande ou en Angleterre, par qui et pour qui.

Les imprimeurs canadiens tiennent-ils généralement un registre de leurs travaux? Je ne le crois pas. Sans doute ont-ils des pièces comptables et des entrées dans leurs livres de comptabilité, mais elles sont insuffisantes pour renseigner le bibliographe; tout au plus peuvent-elles le mettre sur la piste. Or, dans la province de Québec surtout, nombre d'auteurs font imprimer leurs oeuvres à leur compte; souvent, pour ne pas créer l'impression que leurs ouvrages n'ont pas trouvé d'éditeur, ce que ne manque pas de suggérer la mention "Chez l'Auteur", ils inscrivent sur la page de titre une marque factice, sans adresse, et l'on a ainsi des raisons sociales pleines de fantaisie: "Editions de la Mouche à Feu", "A l'Anguille qui File". Parfois l'imprimeur accepte de mettre son nom sur la page de titre, surtout quand il s'agit d'une imprimerie qui par ailleurs publie un journal. Vers le milieu du dix-neuvième siècle, cela faisait bien de noter que le volume sortait "des presses à vaneur ..."

En général, les imprimeurs ne laissent pas de renseignements sur les travaux qu'ils ont exécutés et c'est très regrettable, non seulement parce que cela gêne les recherches bibliographiques, mais j'estime que les imprimeurs, en néchant par omission, perdent l'occasion de marquer la place qu'ils tiennent dans le mouvement culturel de leur pays. Autant avouer que le prestige de la profession me tient à coeur car l'imprimerie a toujours exercé sur moi une véritable fascination. A l'âge où, à grand-peine, lentement, la main malhabile trace des lettres gauches en des lignes sinueuses, la vue de machines happant d'immenses feuilles blanches pour les couvrir en un clin d'oeil de pages bien symétriques, me remplissait d'une admiration teintée d'envie. Un jour, le père Noël m'apporta un jeu de caractères en caoutchouc; je compris dès lors qu'il est encore plus difficile d'imprimer que d'écrire.

Aujourd'hui, cette admiration enfantine a fait place au respect du beau métier de typographe et je comprends très bien la fierté du maître imprimeur qui inscrit en colophon: "Achevé d'imprimer ... aux Ateliers de ..." avec quelques détails techniques qui parfois ne manquent pas de vanache: "Typographie en Garamond corps 12, Vignettes gravées de ...", "Tirage sur Vélin d'Arches ..." toutes notes qui attestent son goût de l'ouvrage bien fait.

Il y a d'ailleurs de solides fondements historiques à l'importance du rôle des imprimeurs dans le domaine de la librairie. Parce qu'elle se substituait aux copistes de moyen âge, l'imprimerie, à ses débuts, fut une profession libérale échappant aux règlements des corporations. Le prestige et

l'influence qu'elle acquit très vite, lui valurent la surveillance étroite des pouvoirs publics et de l'Eglise dont le bras séculier pesait lourdement: autodafés, amendes, privation du droit d'imprimer ou de vendre des livres, châtiments corporels, galères, peine de mort, voilà ce que risquait l'imprimeur imprudent. Pour y échapper, des oeuvres capitales d'auteurs français parurent en Hollande, en Suisse, en Angleterre et en Allemagne. La persécution causa la dispersion des imprimeurs (c'est d'ailleurs ainsi que Fleury Mesplet, originaire de Lyon, qui avait fui Paris en raison de ses idées républicaines et anticléricales, vint s'établir à Montréal où il fut le premier imprimeur de langue française au Canada).

Prenant de si grands risques, l'imprimeur revendiquait la propriété des oeuvres qu'il imprimait, et de même qu'au moyen âge un copiste pouvait impunément copier la copie d'un autre copiste, les premiers imprimeurs pillaient sans vergogne les publications de leurs confrères, ce qui donna lieu à de nombreuses chicanes. Les "privilèges royaux" rendus obligatoires en 1566, visaient, entre autres choses, à corriger les abus, à restreindre les contrefaçons. En principe, ils protégeaient le monopole de l'impression et de la vente, mais seulement pour un temps; ils étaient généralement accordés à l'imprimeur qui en reproduisait le texte dans le volume (au début ou à la fin) et qui mettait son nom et son adresse en toutes lettres sur la page de titre.

L'auteur, pour "tirer de son travail un tribut légitime" devait ou céder son manuscrit à l'imprimeur, ou s'attirer les faveurs d'un riche protecteur dont il faisait l'éloge dans la préface de son livre; ce qui explique les flagorneries dont se composent souvent les épîtres dédicatoires. En Grande-Bretagne, les droits de l'auteur ont été reconnus par la loi du Copyright que sanctionna la reine Anne en 1709. En France, il fallut attendre 1793, alors que la Convention jeta les bases de la législation actuelle. Entre temps, il s'était produit une évolution importante dans la publication des livres, dont le nombre allait toujours grandissant. Beaucoup d'imprimeurs ne pouvant plus suffire à la double tâche d'imprimer et de vendre les livres s'entendaient avec des libraires et, comme il était commercialement plus utile de savoir où un volume pouvait s'acheter plutôt que de savoir où il avait été imprimé, ce fut l'adresse du libraire que porta la page de titre, du ou des libraires, car l'imprimeur transigeait parfois avec plusieurs d'entre eux, ce qui ne manque pas de mettre de la confusion au point de vue bibliographique. Par la suite, la distinction s'établit lorsque les libraires prirent une part des risques financiers pour finalement les assumer en entier et devenir ainsi des éditeurs. Mais, tout au cours du dix-

neuvième siècle, les marques se lisent indifféremment: "Imprimeurs-Editeurs", "Libraires", "Libraires-Editeurs".

La législation française, consciente du rôle des imprimeurs dans la production littéraire, a maintenu la responsabilité de ceux-ci à l'endroit du Dépôt légal:

"Toute maison d'impression doit tenir un registre spécial sur lequel seront inscrits au fur et à mesure de leur exécution tous les travaux d'impression soumis au dépôt légal, et ceux-là seuls. Ces inscriptions devront comporter les cinq mentions qui doivent figurer sur chaque exemplaire déposé." (Loi du 21 juin 1943.)

Les cinq mentions se trouvent à la dernière page du livre; elles comprennent le nom de l'imprimeur ou du producteur (ce peut être celui de l'auteur ou de l'éditeur), son adresse, le millésime de la création, la date du dépôt légal (le trimestre suffit) et le numéro d'ordre dans la série des travaux de la maison d'impression ou d'édition.

Le dépôt légal s'accompagne d'une déclaration qui mentionne, entre autres choses: le nom patronymique, les prénoms de l'auteur éventuellement accompagnés du pseudonyme ou la mention de l'anonymat; le nom, l'adresse et la qualité de la personne pour laquelle est fait le tirage; le chiffre de celui-ci. Avec le volume en main et une telle déclaration, le catalogueur ou le bibliographe ont tous les renseignements désirables et surtout l'imprimeur marque sa place dans le processus de la création littéraire.

La législation canadienne n'exige le dépôt que de l'éditeur (qui peut être aussi l'auteur); elle n'oblige pas les imprimeurs à tenir un registre des travaux. Il se trouve encore de rares esprits chagrins qui mettent en doute le bien-fondé du dépôt légal, sous prétexte que l'Etat devrait acheter les volumes et ainsi encourager la production. L'argument semble bien mesquin car la fabrication d'un ou de deux exemplaires de plus pour satisfaire au dépôt légal ne représente qu'une dépense minime si on la compare à la publicité qui résulte de l'insertion de ces ouvrages dans la bibliographie nationale, dont Jean Lunn parle dans un autre article. Même si l'Etat payait les volumes, il faudrait rendre ce dépôt obligatoire, faute de quoi les auteurs dont les ouvrages n'auraient pas été déposés pourraient se juger lésés, et le seraient en réalité, car, lorsque par ignorance, par oubli, ou par refus de se soumettre au règlement, les auteurs ou les éditeurs n'envoient pas leurs ouvrages au dépôt

légale, les volumes non déposés ne peuvent entrer dans la bibliographie nationale. Pour éviter cette conséquence dommageable à tous, les maîtres imprimeurs ont été saisis, par le truchement de leurs associations corporatives, d'une requête les priant de signaler les exigences du règlement du dépôt des livres aux auteurs et aux éditeurs pour le compte de qui ils impriment des volumes ou des brochures en vue d'une distribution publique par vente ou autrement.

AI-je cédé à une déformation professionnelle en parlant du Dépôt légal? Je crois que cette question reste dans le cadre de mon sujet: si les registres d'imprimeurs sont une source primordiale pour les recherches bibliographiques, ce qui peut en tenir lieu c'est la bibliographie nationale qui devrait réunir les inscriptions de tous les travaux d'imprimerie soumis au règlement du dépôt, mais pour que la Bibliothèque nationale, qui s'acquitte de cette mission en leur lieu et place, ait une documentation aussi complète que possible, elle doit pouvoir compter sur la collaboration, dans le sens exposé ci-dessus, des maîtres imprimeurs et je suis sûr qu'Augustin Côté aurait souscrit des deux mains à une telle requête.

Raymond Tanghe.